



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

05-03-2015

La Banque Centrale Européenne (BCE) au profit de qui ?

Les pouvoirs de la BCE (Banque Centrale Européenne) sont considérablement renforcés. Les sommes énormes qu'elle met à la disposition des banques ne vont pas à l'emploi ni au développement de l'industrie et de l'économie en général. Elles sont consacrées avant tout à des opérations de fraude fiscale, de manipulations spéculatives.

Ce qui se passe actuellement en Grèce est typique. La BCE a bloqué le canal traditionnel de financement des banques grecques mais a laissé ouvert un financement d'urgence plus coûteux. Les gouverneurs de la BCE se sont prononcés récemment sur ce fameux « dispositif d'urgence », rien ne sera modifié a laissé entendre le président Mario DRAGHI.

La BCE a lancé un plan de rachat des dettes publiques et privées de 1100 milliards d'Euros à raison de 60 milliards par mois, ce qui représente environ 10% du PIB (Produit Intérieur Brut) de la zone Euro et 50% du PIB de la France. Ce plan sera réparti en proportion du poids des banques nationales dans la BCE. Ainsi la France pourra racheter environ 230 milliards de dettes et injecter autant de monnaie dans les circuits financiers. Le plan de la BCE est une forme modernisée de ce que l'on appelait autrefois la « planche à billet ». Officiellement, il s'agit d'injecter dans les circuits économiques des liquidités pour relancer l'inflation et faire encore baisser l'Euro par rapport au Dollar. Il s'agit pour la BCE de mettre l'Euro en situation de mener la « guerre des changes » à l'échelle internationale.

Cette mesure a reçu un bon accueil auprès des marchés financiers qui y voient la possibilité de renforcer leur activité spéculative, en particulier en direction des pays émergents. Cela s'est traduit depuis le début de l'opération par une augmentation significative de l'indice des grandes

bourses et en particulier du CAC 40. Ces mesures sont aussi saluées par les forces politiques de droite et de gauche.

Les investisseurs capitalistes en veulent plus. Ils attendent de la BCE qu'elle donne de plus amples informations sur son programme d'achat d'actifs de 1.100 milliards d'euros. Elle doit par ailleurs présenter ses nouvelles prévisions de croissance et d'inflation. Son président Mario Draghi devrait en outre être interrogé sur la crédibilité du nouveau plan d'aide à la Grèce ainsi que sur la situation des banques du pays.

Cette mesure s'inscrit dans une concurrence acharnée entre les grandes zones économiques du capital monopoliste et vise à accroître leur capacité de concurrence, faisant ainsi émerger de nouvelles contradictions dans le processus d'accumulation du capital. D'où l'éclatement inévitable de nouvelles bulles spéculatives aggravant la crise même du système capitaliste.

Dans le même temps où la BCE adopte une mesure d'une telle ampleur et que les pouvoirs politiques cherchent à endormir les travailleurs quant à son sens, les Etats au service du grand capital s'abritent derrière cette vaste opération de dévaluation pour amplifier et accélérer la liquidation des acquis sociaux. **Le projet de loi Macron qui s'inscrit dans le pacte de responsabilité va dans ce sens. Il n'y a rien à attendre de cette vaste offensive financière, il faut la situer dans les objectifs du capital de diminuer encore le prix de la force de travail et dans les mesures structurelles visant à accroître l'exploitation des salariés.**